L'Anarcho-Syndicaliste n°17
juin 1977
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

PLAN - PLAN - RATAPLAN!...

«Le Monde» du 21 juin rend compte d'une conférence de presse de Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., présentant le «programme d'action de la C.G.T.».

On remarquera que *«Le Monde»* qui, comme naguère *«Le Temps»* peut être considéré selon l'excellente formule de Jules Guesde, comme *«la bourgeoisie faite journal»*, témoigne de beaucoup de complaisance à l'égard des staliniens de la C.G.T.

Le titre d'abord: *«la C.G.T. va, sur plusieurs points, beaucoup plus loin que le Programme Commun»*, ce qui semble indiquer de la part de la centrale stalinienne, une espèce de surenchère sur les objectifs du programme commun... Cependant, à la réflexion l'assertion n'est pas fausse, mais dans quel sens?

Il suffit de lire ce que dit Krasucki pour comprendre la signification des *«exigences» de la C.G.T.: «La C.G.T. sera pour un Gouvernement de Gauche un appui responsable et exigeant».*

Bien! et Krasucki affirme: *«la volonté de la C.G.T. d'avoir une attitude constructive, et de rejeter le débordement et la surenchère».*

Nous voilà prévenus: la grève risque de redevenir comme en 1946 «l'arme des trusts».

Mais bien entendu, une telle bonne volonté se paie et la C.G.T. affirme *«l'exigence de jouer un rôle important lors de la venue d'un gouvernement de gauche».*

Passons sur le catalogue revendicatif mis en avant par la C.G.T. Tout comme le programme commun, il risque, le moment venu, d'être «actualisé». Mais ce qui est important c'est ce qu'affirme la C.G.T. quant aux réformes de structures. C'est ainsi que Krasucki, qui semble apparemment totalement dépourvu d'humour, à moins qu'il ne pratique l'humour noir, affirme le plus sérieusement du monde: *«...vouloir une planification démocratique... excluant tout autoritarisme et décentralisée!...».*

Quant au rôle des syndicats, il est ainsi défini par Krasucki: *«les syndicats,* dit-il, *indispensables pour aider les travailleurs à relier les problèmes d'un atelier, d'un service, à ceux d'une industrie, à ceux de l'économie nationale et aux besoins sociaux dans leur ensemble».*

Et, bien entendu, cette nouvelle conception du rôle du syndicat, conduit tout droit à l'intégration des syndicats dans l'Etat.

Sur ce plan-là, la C.G.T. n'y va pas de main morte. Elle demande *«des pouvoirs importants aux Comités d'Entreprise».*

Elle veut *«démocratiser la composition et élargir les pouvoirs du Conseil Economique et Social, des commissions sectorielles du Plan, des comités économiques et sociaux régionaux».*

De plus, au Conseil Economique, la C.G.T. demande qu'*«un poids accru soit donné aux représentants syndicaux, conformément A LA REPRESENTATIVITE DE LEURS ORGANISATIONS».*

Voilà qui est clair, la C.G.T. entend bien s'octroyer la part du lion dans les organes de l'Etat, ce qui, P.C. + C.G.T., risque d'aboutir à un noyautage savamment orchestré.

Enfin, la C.G.T. réclame *«dans toutes les entreprises des droits étendus et des moyens d'information accrus en faveur des organisations syndicales, ainsi que DES POUVOIRS IMPORTANTS POUR LES COMITES D'ENTREPRISE»*, qui, comme chacun sait, ne sont pourtant que les continuateurs des fameux *«comités sociaux»* de Pétain.

Mais l'association capital-travail que de Gaulle n'a pas pu imposer risque fort, en cas de victoire de la Gauche, d'être appliquée... à la demande de la C.G.T. C'est ainsi que Krasucki demande *«que les travailleurs bénéficient d'un droit de recours suspensif pour tout ce qui concerne l'emploi, les investissements, les retraites, le travail, l'hygiène, etc...».*

Autrement dit, les travailleurs doivent participer à la gestion des entreprises capitalistes.

Mais tout cela exige un encadrement sérieux de la classe ouvrière qui, n'en doutons pas, risque de ne pas apprécier la surexploitation que ces mesures annoncent.

Sur ce plan-là les staliniens sont des gens sérieux. Aussi demandent-ils que *«les contributions des entreprises à ces activités sociales ne soient pas inférieures à 3% des salaires versés».*

Voilà de quoi payer de nombreux permanents!

Bien entendu les mauvais coucheurs du genre «anarcho-syndicalistes» qui auraient le mauvais goût de ne pas vouloir s'associer à cette vaste entreprise d'encadrement de la classe ouvrière, sont d'ores et déjà caractérisés, puisque toujours selon Krasucki: *«les voies et les moyens pour favoriser le socialisme en France, doivent être l'œuvre commune des formations politiques et des syndicats intéressés»* qui doivent aboutir à *«la nécessaire élaboration de positions communes rassemblant les forces qui luttent pour le socialisme».*

Liberté, que de crimes on commet en ton nom!

Socialisme, que de crimes on commet en ton nom !

Alexandre HEBERT.

A NOS LECTEURS

Le comité de rédaction de *«L'Anarcho-Syndicaliste»* souhaite de bonnes vacances à ses lecteurs.

La parution de notre mensuel sera interrompue, comme d'habitude, pendant les mois de juillet et d'août.

Au cours de cette année les abonnés ont été témoins de nos efforts. De la feuille imprimée, «L'Anarcho-Syndicaliste» est passé aux quatre pages, puis aux six pages en cinq mois!

Il n'y a pas de miracle, si nous avons réussi cette prouesse c'est parce que ce mensuel répondait à une attente.

Mais les contingences pécuniaires, aussi sordides soient-elles, ne nous épargnent pas. Il faut, dans une première étape, doubler le nombre des abonnés. Il faut que chaque abonné s'efforce de «faire» un autre abonné à *«L'Anarcho-Syndicaliste»*.

Nous demandons à nos lecteurs de mettre à profit ces congés d'été pour prospecter parmi leurs camarades et connaissances. Adressez-nous des listes de «susceptibles de s'abonner», avec noms et adresses, auxquels nous enverrons deux numéros gratuits.

Cette campagne d'abonnements se poursuivra à la rentrée. Nous en ferons le bilan dans *«L'Anarcho-Syndicaliste».*

Au travail ! Et bonnes vacances.

APRÈS LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION CORNEC...

Le Congrès de la F.C.P.E. qui s'est tenu à Albi du 28 au 30 mai a suscité des commentaires divers, mais qui s'accordent dans l'ensemble pour faire ressortir un affrontement entre la majorité Cornec et la fraction du P.C.F., se concluant néanmoins par un vote unanime de la résolution générale.

Pour juger de ce qui s'est passé à Albi il convient de situer ce congrès dans son contexte.

Entre deux consultations électorales:

On se souvient que devant les exigences des cléricaux, Mitterrand avait obtenu le silence des organisations laïques du C.NA.L. au moment des municipales. Il avait même obtenu un peu plus avec l'introduction du «droit à la différence» dans la déclaration du C.N.A.L. aux citoyens. Quant au P.C.F. il faisait du chapitre du programme commun concernant l'école laïque une partie réservée dont l'éventuelle application serait soumise à l'acceptation de l'Eglise.

Mais ces silences et atermoiements du mois de mars, s'ils constituaient déjà une capitulation, ne pouvaient suffire aux cléricaux qui attendent, avant 1978, des propositions concrètes susceptibles de leur donner satisfaction.

Ce furent eux qui reprirent l'initiative après les municipales par la voix de l'U.N.A.P.E.L. Ce congrès de Lille, réputé comme un déchaînement provocateur, comporte en fait deux aspects: une position de principe envisageant la nationalisation avec reconnaissance de l'enseigement catholique es-qualité:
«Nous voulons être dans l'éducation nationale, mais il faut que l'on reconnaisse l'enseignement catholique. C'est à ce prix que nous pourrons faire des propositions pour la rénovation du système éducatif».

Un rapport des secrétaires généraux de l'enseignement catholique appelant au dialogue avec l'Union de la Gauche: *«Nous sommes disposés à participer à toute recherche qui irait dans la voie d'un service d'éducation de structure pluraliste. Mais une telle recherche suppose que de notre côté nous soyons disposés à faire de nouveaux pas dans la cohabitation avec l'enseignement public».*

Il faut savoir aussi que ce congrès de l'U.NA.P.E.L. a refusé son soutien aux «comités de défense» contre la nationalisation constitués en Vendée, dans le Finistère et la Loire-Atlantique. Ce désaveu des «intégristes» de l'enseignement privé avait d'ailleurs été précédé d'une «mise en garde» du directeur diocésain de Nantes leur reprochant de préférer les contrats simples aux contrats d'association qu'ils considèrent comme le début d'un processus vers la nationalisation. En effet, le contrat simple n'oblige pas les municipalités à verser des crédits de fonctionnement, contrairement aux contrats d'association.

Il faut savoir également que le congrès de la F.E.P.-C.F.D.T. *(Fédération des Enseignants Privés)* s'est prononcé, en avril, pour la nationalisation par étapes: l'une d'elles prévoit modification de la Loi Debré entraînant la généralisation des contrats d'association, et la dernière l'abrogation de la Loi Debré. Comme quoi il n'est pas nécessaire d'avoir prêté le serment de Vincennes et de rallumer la guerre scolaire pour demander l'abrogation de la Loi Debré.
De même la loi Guermeur, votée par les catholiques de droite, renforcera une situation qu'utiliseront, le moment venu, les catholiques de gauche de la C.F.D.T.

Rappelons enfin que la F.E.P.-C.F.D.T. a défini, depuis 1974, sa conception de la nationalisation comme une *«transformation du service public unique dans l'optique du pluralisme et de l'autogestion».*

Dualisme et pluralisme:

C'est à la lumière de tous ces éléments qu'on peut valablement analyser le congrès de la F.C.P.E.

Il apparaît clairement que si l'offensive contre la laïcité peut prendre l'aspect d'un renforcement du «dualisme», c'est-à-dire un accroissement des subventions de l'Etat à un enseignement catholique parallèle gardant son propre secrétariat général, ainsi que le revendiquent Guermeur et les «comités de défense», on ne saurait pour autant détourner l'attention du danger pire encore qui menace les laïques dans leur dos, sous la forme de nationalisation «pluraliste».

Le congrès de la F.C.P.E., dès son ouverture, a récusé le «dualisme» avec une tonalité qui a pu surprendre après le laxisme des municipales. Mais la suite du congrès est beaucoup moins rassurante pour ce qui concerne le «pluralisme» proposé par la C.F.D.T.

Les commentateurs ont souligné l'opposition entre l'attitude dure affichée par la majorité Cornec en début de congrès et les interventions conciliantes de la fraction du P.C.F., animée par Ch. Roulette, rappelant *«la nécessité des étapes»*, rejetant *«toute spoliation»* et *«esprit de revanche»*, termes mentionnés dans la résolution unanime. Mais ces formules étaient déjà incluses dans la déclaration du C.N.A.L. lue par Lasserre à l'ouverture du congrès. Elles se trouvent même dans le texte du Programme Commun qui, comme l'expliquait Mitterrand sur FR-3, la veille du congrès socialiste, permet toutes les souplesses et délais d'application.

La seule véritable divergence entre majorité et P.C.F. s'est manifestée au niveau d'une commission: le P.C. est contre la suppression des subventions à l'école privée **(1)**, la majorité voudrait assortir ces subventions d'un certain contrôle par l'Etat (contrôle de quoi?).

Mais ce que Mitterrand n'a pas dit c'est qu'il compte utiliser le fameux principe de gestion tripartite, invoquée par le C.N.A.L., comme un piège se refermant sur les laïques.

Un rapprochement du projet C.F.D.T. a déjà été obtenu par l'introduction du *«droit à la différence»* dans la déclaration du C.N.A.L. en mars dernier.

Les Conseils d'Ecole, qui seront mis en place en septembre par Haby, doivent être l'outil de *«la transformation du service public unique dans l'optique du pluralisme et de l'autogestion»* voulue par la C.F.D.T. Nous avons relevé **(2)** ce qu'en dit le secrétaire général du S.N.I.: *«Sans s'opposer au principe de l'existence de ces Conseils, qui rappellent l'idée de gestion tripartite du service public d'éducation, G. Georges conteste la façon de les installer et de les faire vivre prévue par le ministre...»* (*Ecole Libératrice* n° 21).

L'unité des appareils:

On ne peut dire que le congrès de la F.C.P.E. ait marqué un coup d'arrêt à cette glissade vers la solution «pluraliste». Michel Lasserre lui-même, secrétaire du C.N.A.L., écrit dans *«L'Ecole Libératrice»* du 10 juin, parlant des cléricaux: *«Disons même que leur projet n'a pas le mérite d'être pluraliste. Il est fondé uniquement sur le dualisme actuel qu'il entend confirmer».*

Quant à Cornec, il déclarait dans une interview à *«Informations Ouvrières»* au cours du congrès: *«...ils ont l'audace de proposer ensuite à la Gauche une nationalisation dualiste. Car il ne s'agit pas de pluralisme. Il s'agirait d'avoir un ministre catholique, probablement un évêque... ».*

Il est vrai que les déclaration peuvent prêter parfois à des extrapolations incertaines. Tenons-nous en donc aux faits. Lorsque le délégué de la Loire-Atlantique, seule section qui ait condamné la participation aux conseils d'école, a voulu exposer le point de vue de ses mandants, la démonstration d'hostilité qui lui fut bruyamment opposée ne laissa aucun doute sur l'unité des appareils P.C.-P.S.; le bloc Cornec-Roulette s'était comme par enchantement ressoudé, et le congrès engageait ses adhérents à *«une participation militante»* aux conseils d'école.

(1) Marchais le confirmait officiellement dans une déclaration du 19 juin.

(2) *«Anarcho-Syndicaliste»* n° 14 (mars 1977).

En guise de conclusion:

Le congrès de la F.C.P.E. a pris position contre la promotion d'un évêque au rang de ministre: *«Les parents de la F.C.P.E. récusent le dualisme scolaire institutionnel»* (Résolution générale).

Pour le reste il n'a pas dissipé les équivoques, il les a confirmés. Il a voulu, par un langage approprié, rassurer une partie des délégués. Mais, sur le fond, il a laissé les mains libres aux appareils de la Gauche pour préparer avec les cléricaux «modernes» la nationalisation pluraliste.

C'est du moins ce que semblait vouloir dire, le 2 juin à Lyon, une personnalité digne d'intérêt:

«Les déclarations d'AIbi avaient, au moins en partie, une signification tactique intérieure au congrès. L'interprétation selon laquelle la Fédération aurait voulu peser sur la position du P.S. peut également être donnée.

Mais, au delà de ces apparences tactiques, s'amorcent les conditions d'un débat dépouillé de ses aspects polémiques: j'ai noté un changement de ton lors du congrès des A.P.E.L. et si je me réfère à la résolution finale du congrès d'AIbi, je constate également dans les termes de «non-spoliation» et «d'absence d'esprit de revanche» une convergence avec les expressions qui sont les nôtres».

Telles sont les conclusions de M. Mexandeau, spécialiste des questions scolaires au Parti Socialiste.

Serge MAHÉ.

P.S.: Au moment de mettre sous presse nous apprenons que la Commission Administrative de la F.E.N. propose:

Dans un «esprit d'apaisement de sérénité et de bon sens, d'expliquer les raisons qui rendent nécessaires une école laïque pluraliste et diversifiée».

ESPAGNE 19 JUILLET 1936...

Parmi les expériences révolutionnaires que les exploités ont faites pour se libérer de l'oppression capitaliste et étatiste, l'extraordinaire mouvement de nos camarades espagnols de la C.N.T.-FA.I. en 1936, est remarquable à plus d'un titre.

La classe ouvrière et les paysans d'Espagne, impulsés par l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, ont démontré que la transformation radicale de la société par la gestion directe supprimant le patronat et l'état, est la solution pour répondre à la fausse alternative: fascisme ou démocràtie bourgeoise.

Un camarade de la C.N.T. d'Espagne me disait récemment: *«Même après 40 ans, quand on a vécu ce que j'ai vécu en 1936-37 à Barcelone et à Valence, il n'est plus possible de douter de la révolution sociale».*

Nous disons bien: la révolution sociale, c'est-à-dire celle qui modifie de fond en comble les rapports sociaux, qui reconstruit la société sur des bases entièrement nouvelles, ignorant la propriété privée des moyens de production, et se passant de l'Etat, ce qui est exactement le contraire de toutes les «révolutions» se bornant à changer les équipes dirigeantes. Ce qui est également exactement le contraire de ce que les néo-socialistes et les néo-syndicalistes appellent l'autogestion.

Certes, nous n'avons pas à faire de la révolution anarcho-syndicaliste de 1936-39, le modèle exemplaire à copier en tous lieux et en tous temps: parce que nous sommes anarchistes, nous savons combien il faut se méfier des examens superficiels, mais aussi combien nous devons essayer d'avoir, en perma-

nence, l'esprit critique pour notre mouvement, nos actions.

Que des erreurs aient été commises, c'est certain: aucune entreprise humaine n'en est exempte. Que le phénomène bureaucratique se soit introduit et développé dans les organisations anarchistes est non moins certain. Nous n'avons ni à juger, ni à condamner. Nous avons seulement à ne pas oublier, à ne rien cacher, à ne rien nier, à essayer de comprendre, pour que le mouvement anarchiste international en tire profit.

Mais ce qui nous importe aujourd'hui, à l'occasion du 41ème anniversaire de la révolution de juillet 1936, c'est de faire ressortir ce qui nous paraît essentiel: les adversaires déclarés ou non de l'anarcho-syndicalisme, en l'occurence la C.N.T. d'Espagne, se complaisent à broder uniquement sur les faiblesses des réalisations révolutionnaires, sur leurs déviations. Il nous appartient, au contraire, de rappeler le plus important, étant bien entendu que ce modeste article n'épuisera pas le sujet **(1)**.

Depuis plusieurs semaines, le mouvement révolutionnaire, et plus particulièrement la C.N.T., la F.A.I., la F.IJ.L. **(2)**, étaient en état d'alerte et avaient mis en garde le pouvoir légal contre l'éventualité du complot armé, fasciste, militaire et clérical.

Le 17 juillet 1936, au Maroc espagnol, Franco et ses troupes déclenchent l'insurrection armée contre la république.

En s'adressant par radio à ceux *«qui ont l'amour sacré de la Patrie»*, Franco déclare: *«C'est l'Espagne entière qui se dresse en réclamant la paix, la fraternité et la justice; dans tout le pays, l'armée, la marine et les forces de l'ordre public se lèvent pour défendre la patrie. L'énergie qu'elles montreront dans le maintien de l'ordre, sera à la mesure de la résistance qui leur sera opposée».*

Le 18, le gouvernement républicain minimise l'importance du soulèvement marocain et déclare: *«Que personne, absolument personne ne s'est associé dans la péninsule à cette entreprise absurde».*

La même journée, les militaires se soulèvent à Pamplune, Saragosse, Burgos, Valladolid, Séville !...

Les partis du Front populaire, le parti communiste et le parti socialiste publiaient conjointement le communiqué suivant: *«Le moment est difficile, mais pas désespéré. Le Gouvernement est sûr de posséder les moyens nécessaires pour faire échouer cette tentative criminelle. Au cas où ces moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du Front Populaire. Celui-ci est décidé à intervenir dans la lutte à partir du moment où son aide lui sera demandée. Le Gouvernement commande et le Front Populaire obéit».*

Dans l'après-midi de la même journée, le gouvernement se veut toujours aussi rassurant: *«Le Gouvernement prend de nouveau la parole pour confirmer l'absolue tranquillité de la situation dans toute la Péninsule. Le Gouvernement, en remerciant les offres de soutien qu'il a reçues, déclare que le meilleur appui que l'on puisse lui apporter est de garantir la normalité de la vie quotidienne, afin de donner un exemple élevé de sérénité et de confiance dans les moyens du Pouvoir».*

Les anarchistes, eux, savent que le moment n'est pas à l'hésitation.

Parce que l'analyse de la situation et les renseignements pris ne laissaient planer aucun doute, les militants de la FAI. et de la C.N.T. avaient décidé, dès le 12 juillet, que leurs groupes armés veilleraient en permanence près des casernes: *«Le 18 juillet, au soir, au micro d'Union Radio de Madrid, le Comité National de la C.N.T. déclare la grève générale révolutionnaire et demande à tous les organismes*

(1) La documentation est suffisamment abondante, et l'on peut se poser la question: le mouvement anarcho-syndicaliste de France sera-t-il capable d'éditer l'ouvrage indispensable sur la révolution d'Espagne, qui fait cruellement défaut en langue française?

(2) F.A.I.: *Félération Anarchiste Ibérique*; C.N.T.: *Confédération Nationale du Travail;* F.I.J.L.: *Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires.*

confédérés, aux militants, de rester en contact étroit et de veiller l'arme au bras, à l'intérieur des locaux».

Les positions sont donc clairement définies: ce qui s'affronte en Espagne, ce n'est pas la légalité républicaine, contre les factieux, c'est la classe ouvrière et la révolution contre le fascisme.

C'est la première leçon qui nous vient de ce mois de juillet 1936. En Italie, Mussolini a pris le pouvoir parce que le mouvement révolutionnaire organisé est trop faible. En Allemagne, Hitler prend le pouvoir pour les mêmes raisons, et parce que les puissants partis ouvriers, socialistes et communistes, enlisent la classe ouvrière dans des voies de garages. En France, la classe ouvrière fait confiance aux partis du front populaire, et n'essaie pas de transformer sa grève générale de juin 1936 en révolution sociale.

En Espagne, le prolétariat des usines et des champs est très fortement influencé par l'anarchisme, et les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. sont solidement organisés. Depuis l'implantation des groupes de la Première internationale, des générations de militants ont bati un mouvement ouvrier d'action directe, fédéraliste, indépendant et autonome, qui a toujours su conjuguer l'action revendicative avec le projet révolutionnaire, qui a expliqué sans relâche que la lutte du prolétariat pour déboucher sur l'organisation de la société sans classe et sans état, ne peut pas passer par les voies parlementaires. Un mouvement ouvrier qui a réalisé un effort de culture extraordinaire et sans doute unique, parce que les militants savaient que c'est la condition indispensable à la véritable indépendance de classe. Un mouvement ouvrier qui, à travers la *Confédéracion National del Trabajo*, a toujours mis en pratique la devise de la Première internationale: *«L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, ou ne sera pas».*

C'est parce que ce mouvement ouvrier et révolutionnaire existait, que la seule réponse efficace au fascisme a été possible: transformer l'action de défense des libertés démocratiques en offensive révolutionnaire pour changer fondamentalement l'ordre des choses.

Dans les milieux gouvernementaux c'est l'affollement: d'un côté la subversion fasciste, de l'autre, une classe ouvrière décidée à s'armer, et qui a souvent démontré sa volonté d'émancipation totale. Le 19 juillet *«Solidaridad Obrera»* organe de la C.N.T., paraît à Barcelone copieusement censuré! Un manifeste du comité régional de la C.N.T. lance l'appel à l'action:

«...La réaction, militaires, civils, curés et haute banque, tentent d'implanter le fascisme au moyen de la dictature militaire. Nous, C.N.T. de Catalogne, conséquents avec notre orientation antifasciste et révolutionnaire, lançons le mot d'ordre de grève générale révolutionnaire pour l'instant précis où une tentative de soulèvement aurait lieu en Catalogne... Vive la C.N.T.! Vive le communisme libertaire! Face au fascisme, grève générale révolutionnaire».

Le simple rappel des événements survenus dans les heures et les jours suivants nécessiterait à lui seul plusieurs numéros de *«L'Anarcho-Syndicaliste».*

L'évolution sera différente selon les régions. Les contacts, entrevues, négociations se multiplient entre les organisations syndicales, politiques et le gouvernement.

Mais ce qui est caractéristique de toutes ces journées de fièvre, et qui est la seconde grande leçon que nous pouvons en tirer, c'est que partout où la classe ouvrière n'a pas attendu, là où elle n'a fait confiance qu'à ses forces propres, là où les militants de la F.A.I. et de la C.N.T. n'ont pas tergiversé avec les autorités locales et régionales, là où il n'y a pas eu temporisation, en règle générale, l'insurrection fasciste a été militairement battue, en très peu de temps.

C'est certainement en Catalogne et à Barcelone que l'action du prolétariat a été la plus rapide, la plus radicale.

Les entrevues entre la généralité et la puissante C.N.T. ne donnent pas de résultats concrets: le pouvoir n'accepte pas d'armer la classe ouvrière, car H. Companys **(3)** semble parfaitement conscient du danger fasciste, il sait aussi qu'armer la classe ouvrière, c'est armer la C.N.T. et la F.A.I., c'est-à-dire armer la révolution sociale.

Ce sont donc les syndicats C.N.T. qui décideront de prendre les armes là où elles sont.

Le 19 juillet 1936, à 4 heures du matin, les troupes des généraux factieux sortent des casernes pour s'emparer, selon un plan soigneusement préparé, des points stratégiques.

Mais la classe ouvrière veille: Barcelone se hérisse de barricades, la grève générale se propage comme une traînée de poudre: les fascistes ne passeront pas. Les combats dureront deux jours. Au soir du 20 juillet, le soulèvement militaire est définitivement écrasé à Barcelone, la C.N.T. et la F.A.I. sont pratiquement maîtresses de la Catalogne et Companys pourra dire au Comité Régional de la C.N.T., dans une déclaration historique:

«Je dois avant tout vous dire que la C.N.T. et la F.A.I. n'ont jamais été traitées comme leur véritable importance leur en donnait droit. Vous avez toujours été durement poursuivis. Et moi, qui auparavant avait été avec vous, je me suis vu forcé par les réalités politiques à vous faire face et à vous poursuivre.

Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne, car vous seuls avez vaincu les militaires fascistes, mais j'espère que vous ne vous blesserez pas si je vous rappelle que ne vous a pas fait défaut l'aide des hommes loyaux de mon parti, qu'ils aient été nombreux ou non, ainsi que celle des gardes civils et des "mozos de escuadra" ***(*).***

Mais la vérité c'est que, durement persécutés jusqu'à avant-hier, vous avez vaincu les militaires et les fascistes. Je ne peux donc pas, en vous connaissant comme je vous connais, employer un autre langage que celui de la sincérité: Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi, si vous ne me voulez pas comme président de la Catalogne, dites-le moi maintenant, et je ne serai qu'un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, au contraire, vous croyez qu'à ce poste, où je me serais fait tuer dans le cas où le fascisme aurait triomphé, je peux, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, être utile dans cette lutte qui se termine aujourd'hui à Barcelone, mais dont nous ne savons pas quelle en sera l'issue lorsqu'elle s'étendra au reste de l'Espagne, vous pouvez compter sur moi et sur ma loyauté d'homme et de chef de parti, convaincu qu'aujourd'hui meurt tout un passé de honte et qui désire sincèrement que la Catalogne marche en tête des pays les plus avancés en matière sociale».

De son côté, *«L'Esquerra»*, journal des républicains de gauche, explique: *«Le mardi 21 au soir, à Barcelone la situation était véritablement tragique. L'armée n'existait plus. Les organes de la Généralité s'étaient totalement confondus avec le peuple en lutte».*

On ne peut mieux traduire le désarroi politique de la bourgeoisie catalane!

En tenant compte des particularités régionales, et sans négliger l'ensemble des facteurs qui interviennent, on peut néanmoins dire que l'Etat républicain espagnol est disloqué, qu'il est incapable de résister à la poussée fasciste, et que la seule force capable de s'opposer à la réaction, est la classe ouvrière avec ses organisations.

C'est ce qu'elle va faire, avec la C.N.T. et la F.A.I. qui jettent toutes leurs forces dans la bataille.

Commence alors pour nos camarades la première expérience d'envergure qui va confronter l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme aux réalités.

L'Ukraine des maknovistes, Cronstad, n'ont pas la même signification pour la simple raison que le mouvement anarchiste y était beaucoup plus faiblement organisé.

Mais en Espagne, l'anarcho-syndicalisme va prouver, dans les faits, pratiquement que la propriété privée des moyens de production et l'état abolis, la classe ouvrière, les paysans, sont capables d'organiser, de gérer directement la production. Dans les services publics, dans les entreprises, dans les champs, les travailleurs, avec leurs syndicats, ou avec les comités désignés par eux, exproprient, prennent possession de l'outil de travail. Dans les communes, dans les quartiers des grandes cités, les comités antifascistes contrôlent effectivement la vie publique.

(3) Président de la Généralité de Catalogne.

(*) Hommes d'escouade ou d'escadre. *Note A.M.*

Les anarchosyndicalistes ne sont pas seuls: l'U.G.T., le parti socialiste sont également présents et largement représentés dans certaines régions.

Mais une chose est certaine: l'impulsion révolutionnaire des travailleurs, leur détermination pour transformer la société est essentiellement due à l'influence du mouvement libertaire.

Cette action révolutionnaire du prolétariat ne se bornera pas à défendre les libertés.

Partout où ils l'ont pu, en Catalogne, en Aragon, en Castille, en Andalousie, à Valence, les comités de gestion, élus par les travailleurs, les syndicats de la C.N.T. et quelquefois ceux de l'U.G.T., réquisitionnent les usines, les mines, les transports, les services publics, s'enparent des terres.

Ils collectivisent, ils socialisent, ils mettent en place les organismes fédérateurs, qui coordonneront la production et les systèmes d'échanges.

A travers la *Fédération régionale des Collectifs Agricoles d'Aragon*, au moyen des conseils économiques dans l'industrie, ou avec les milices ouvrières contrôlées par la C.N.T. et les autres formations antifascistes, la révolution sociale la plus complète que le prolétariat ait jamais entreprise prend son essor en Espagne.

Elle sera vaincue, militairement, en 1939, par la coalition Franco-Hitler-Mussolini, par la honteuse abstention des démocraties, par la trahison et le sabotage systématique des staliniens.

Après 37 années de terrorisme franquiste permanent, après une clandestinité que des milliers de militants ont payé de leur liberté, de leurs vies, sans que jamais l'espoir ne soit totalement perdu, malgré la répression sanglante, voilà que le mouvement ouvrier espagnol se reconstruit.

Dans plusieurs numéros de ce journal nous nous sommes faits l'écho des efforts et des succès de la C.N.T. dans sa phase actuelle de reconstitution.

Nous sommes totalement solidaires de ces efforts. Et nous persistons à penser que la meilleure façon d'être solidaire, c'est de renforcer le courant anarcho-syndicaliste en France, c'est de faire connaître dans le mouvement ouvrier français la C.N.T. d'Espagne, totalement ignorée ou calomniée, par le mouvement syndical de ce pays, à l'exception de F.O. qui a souvent manifesté sa solidarité active aux militants de la C.N.T. en exil, et qui est la seule centrale syndicale européenne à reconnaître la C.N.T. d'Espagne comme une authentique organisation ouvrière.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le problème espagnol. Dans un prochain article nous examinerons plus en détail ce que furent les réalisations économiques et sociales des anarcho-syndicalistes en Espagne. Cela aussi, c'est de la solidarité, surtout à une époque où la confusion est telle que de nouveaux penseurs du socialisme, trouvant leur inspiration dans les enseignements de l'église catholique, prétendent «auto-gérer» la société, sans toucher à la propriété privée des moyens de production et à l'Etat.

J. SALAMERO.

DÉCLARATION DES ANARCHO-SYNDICALISTES (UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES) POUR LES ÉLECTIONS À LA C.A. DU SNES (NANTES)...

Dans le cadre des élections au S.N.E.S., nous nous sommes associés au courant constitué par des militants de la tendance F.U.O. et d'autres camarades qui s'étaient regroupés dans une «Liste d'Union Académique» essentiellement axée sur le réemploi des Maîtres Auxiliaires.

Il nous est apparu utile de re-situer ce combat dans son ensemble en diffusant la déclaration particulière ci-dessous:

Les Anarcho-Syndicalistes sont solidaires de la lutte des M.A. pour la sécurité de leur emploi et appellent à voter pour la liste d'Union Académique.

Leur combat pose le problème du recrutement parallèle, sans contrat ni garanties, qui soustrait une importante catégorie de travailleurs à l'application du statut de la Fonction Publique. Il concerne tous les enseignants et même tous les fonctionnaires. La solution de ce problème est la résorption de l'auxiliariat sans licenciement par la création de postes de titulaires.

L'Etat, qui sous forme de subvention à l'école privée, verse des milliards aux patrons et à l'Eglise, a les moyens d'effectuer ces titularisations.

Nous rappelons à cet égard notre attachement au principe *«fonds publics à l'Ecole Publique, fonds privés à l'Ecole Privée»*, dont l'application signifierait le retour à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, fondement des libertés démocratiques.

Pour la première fois depuis 1949, la tendance U. et A. (majoritaire au S.N.E.S.) et la tendance U.I.D. (majoritaire à la F.E.N.) ont abandonné cette exigence formulée traditionnellement par le C.N.A.L. et les C.D.A.L., à l'occasion des élections municipales. Pour la première fois aussi le C.N.A.L., avec la participation des tendances U. et A. et U.I.D. a fait sienne la formule des tenants de l'école confessionnelle, qui, au nom d'un prétendu «droit à la différence» veulent faire reconnaître celle-ci comme partie intégrante du service public avec tous les avantages qui s'y rattachent.

Nous dénonçons cette capitulation sans précédent.

Les Anarcho-Syndicalistes savent que le combat pour la titularisation des M.A. fait partie d'un combat d'ensemble contre le chômage, contre la dégradation du pouvoir d'achat, contre les atteintes aux libertés, ils savent que ce dur combat exige l'unité des travailleurs et de leurs organisations syndicales, qui ne peut se réaliser que sur la base de l'indépendance par rapport aux partis politiques.

C'est pourquoi ils dénoncent l'attitude provocatrice du P.C.F. et de la C.G.T. qui, le 28 avril, à Nantes, ont délibérément violé l'accord intervenu entre toutes les Unions Départementales pour maintenir cette manifestation sur le terrain strictement syndical.

- POUR L'INDÉPENDANCE DES SYNDICATS PAR RAPPORT AUX PARTIS POLITIQUES,
- POUR L'UNITÉ D'ACTION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS SYNDICALES,
- POUR LES COMITÉS DE GRÈVE ÉLUS,

VOTEZ POUR LA LISTE D'UNION ACADÉMIQUE.

Notre candidat sur cette liste:
Gérard MAHÉ, Lycée Vial, Nantes.

Le résultat de ces élections a donné 7 sièges à la «Liste d'Union», ce qui nous permet d'être représentés à la CA.

Par contre les U.I.D. ont perdu les 2 sièges qu'ils y détenaient.

LA LOIRE-ATLANTIQUE S'EST PRONONCÉE CONTRE LES CONSEILS D'ECOLE...

Après l'U.D. F.O. (en décembre 1976) et la Section départementale de la Fédération Cornec, avant le congrès, l'Assemblée générale des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) a condamné le principe des Conseils d'Ecole dans le texte suivant (que les militants de la tendance U. et A. ont refusé de voter):

«L'Assemblée générale du S.N.I.-P.E.G.C., réunie le 15 juin 1977, souhaite que le Congrès National se prononce sans ambiguïté pour l'abrogation de toutes les lois anti-laïques: Loi Marie, Barangé, Loi Debré...

Elle souhaite que le Congrès réaffirme solennellement sa volonté de mettre en échec la réforme Haby. Elle souligne la gravité des dangers que constituerait la mise en place des «Conseils des maîtres - Comités de parents - Conseils d'Ecole» que prévoient les décrets.

Elle est persuadée que devant l'attitude déterminée du S.N.I. le ministre Haby ne pourrait mettre en place sa réforme».

Ce combat contre les Conseils d'Ecole est la forme que prend aujourd'hui le combat pour le maintien du statut laïque de l'Ecole.

Il doit s'étendre à tous les départements.

NOUVELLES BRÈVES-

L'Internationale canonisée:

Depuis quelques temps on a pu remarquer, lors des manifestations et notamment le 24 mai, des groupes de choristes qui, sous les banderoles de la C.F.D.T. et de la J.O.C., s'efforçaient d'ônonner *«l'Internationale»* dont ils déchiffraient les paroles sur des feuilles ronéotées.

Il n'y a rien là de fortuit. L'abbé Yves Le Gall nous le révèle dans *«La Semaine religieuse d'Angers»:*
«Le cri des pauvres de l'Internationale («Le monde va changer de base, nous ne sommes rien, soyons tout») peut rappeler le Magnificat: «Le Seigneur a renversé les puissants de leur trône et exalté les humbles», écrit-il.

Et il ajoute: *«L'Internationale, naïvement grandiloquente et idéaliste, cadre bien mal, en son esprit anarchiste, avec les vues monolithiques et militaristes du communisme que nous voyons à l'Est... Je ne pense pas qu'il serait juste, au nom de la foi chrétienne, d'interdire de chanter l'Internationale»*.

La prochaine fois, nous entonnerons la Carmagnole, on verra bien jusqu'où ils nous singeront:
«Que demande un républicain? Vivre et mourir sans calotin. La Vierge à l'écurie! Le Christ à la voierie et le Saint Père au diable! Vive le son!»

L'âne de Buridan:

E. Maire est très fier de la plateforme récemment élaborée par la C.F.D.T. Avec commisération, sur deux pages du *«Nouvel Observateur»*, il passe en revue l'ensemble de ses amis de la Gauche et de ses partenaires syndicaux.

Voici pour le P.S. et le P.C.: *«Le P.S. a bien des qualités mais pas encore celle d'être l'organisation de masse autogestionnaire. Quant au P.C., nous lui souhaitons de découvrir les vertus de l'autogestion».*

Et pour la C.G.T.: *«Je crois que le succès rencontré par les propositions et la démarche de la C.F.D.T. a conduit la C.G.T. à découvrir la nécessité d'apparaître plus syndicale... nous constatons que nos propositions finissent par s'imposer, au P.C. d'abord, à la C.G.T. ensuite».*

Il conclut avec la C.G.T.-F.O.: *«L'unité d'action C.F.D.T.-C.G.T. est un acquis irréversible... Et si F.O. en est exclue, c'est de sa seule volonté. Mais que Force Ouvrière nous rejoigne, nous serons trois pour défendre la classe ouvrière. Nous discuterons avec tous ceux qui sont prêts à discuter. La F.E.N. en particulier. Bergeron «oublie» toujours de répondre à nos lettres. Enfin, je lui adresserai sûrement la plateforme. Mais on ne peut pas faire boire un âne qui n'a pas soif. Peut-être que la sécheresse du temps, tout de même, pourrait lui donner envie de boire».*

On connaît l'histoire de l'âne de Buridan qui avait autant soif que faim et qui hésita tellement entre le seau d'avoine et le seau d'eau qu'on lui présentait, qu'il en mourut.

Espérons que Bergeron évitera ce triste sort et qu'il saura choisir à temps. Heureusement pour lui, et pour la classe ouvrière, cette année l'été s'annonce pluvieux, contrairement aux allégations d'E. Maire.

Le congrès Socialiste:

Après la mise au pas du C.E.R.E.S., les délégués qui attendaient des débats politiques de fond sont restés sur leur faim.

On note cependant dans l'intéressante intervention de M. Rocard, évoquant les perspectives du gouvernement de la Gauche: *«Nous ne pouvons écarter le risque de quelques faillites ici ou là, et donc du chômage, malgré tout l'effort que nous ferons par ailleurs sur ce point. Nous ne pourrons pas éviter non plus le risque d'une hausse des prix et d'un déficit du commerce extérieur accru».*

Ces promesses inquiétantes n'ont pas empêché les congressistes de danser la farandole sur l'air vaguement liturgique et les paroles du nouvel hymne à la Nation socialiste chanté par Théodorakis: *«Changeons la vie, France socialiste, Puisque tu existes,Tout devient possible ici et maintenant».*

La dialectique du nouveau parti socialiste n'est pas toujours facile à saisir.

Demain la gauche aux P.T.T.: (bis)

Puisque le congrès de Nantes n'a pas permis d'exposer les propositions concrètes du futur gouvernement de la Gauche, les nécessités de l'information nous obligent à publier des extraits du rapport interne du P.S. concernant les P.T.T.

On est frappé par la similitude de ce projet avec celui de la C.F.D.T. dont nous faisions état, sous le même titre, dans *«L'Anarcho-Syndicaliste»* du mois de mai.

«L'idée de contrôle découle de deux raisons essentielles qui marquent la vie politique, économique et sociale dans le monde en général et donc en France en particulier. ...Politiquement, cette idée a commencé de prendre une forme concrète - même avec certaines ambiguïtés qui subsistent et qu'il convient de lever aujourd'hui - dans la foulée de mai 1968...

Un bureau de poste, un central téléphonique ne peut fixer ses choix de développements, ses moyens, voire ses tarifs, indépendamment d'un plan d'ensemble et des choix généraux du pays.

Une synthèse doit être établie, permettant en fait, l'élaboration démocratique du plan qui s'imposera ensuite à tous.

...Dans ce sens des comités de contrôle seront mis en place aussi bien au niveau local qu'aux niveaux départementaux et régionaux (ou assimilés) et à l'échelon central.

Le niveau local (ou établissement) ne peut évidemment être atomisé. Une certaine dimension (par exemple 100 à 200 travailleurs) s'impose. Des regroupements seront donc nécessaires.

A tous ces niveaux, les «comités de contrôle» comprendront des représentants élus de tous les travailleurs et les représentants des usagers.

...Les représentants des usagers au niveau de l'établissement peuvent être aussi bien des représentants de comités de quartier, d'associations œuvrant sur le «cadre de vie», que les élus locaux.

...Ces comités de contrôle auront pour tâche d'examiner les projets et objectifs à atteindre, les moyens nécessaires à mettre en œuvre, la marche du service et l'organisation générale du travail.

Un droit de veto leur sera reconnu dans des domaines comme l'embauche, les mutations, les licenciements, les conditions de travail, la sécurité, la formation.

Après réflexion sur les modalités concrètes d'application, un droit de veto pourrait également leur être reconnu sur la nomination des responsables de service, avec droit d'appel».

On dirait, à s'y méprendre, la plateforme C.F.D.T. A tel point qu'on se demande si les militants du P.S. (désormais prémunis contre les fractions) n'auraient pas besoin d'une Charte d'Amiens à l'envers, pour préserver l'indépendance du parti par rapport au syndicat.

NON! À LA RÉCUPÉRATION NATIONAL-SOCIALISTE DE LA COMMUNE!

Les doutes, pour ceux qui en avaient encore, sont levés: si un jour Jean-Pierre Chevènement devient ministre de l'intérieur il saura être aussi efficace que Marcellin et Poniatowski, à rencontre des mêmes victimes.

Ce porte-parole du C.E.R.E.S. - extrême-droite cléricalo-stalinienne du P.S. - s'est vu offrir le samedi soir 11 juin, par FR3, l'occasion d'une belle opération politique... aux dépends de la *Commune de Paris.*

Le support publicitaire choisi était Louis-Nathaniel Rossel, né à Saint-Brieuc le 9 septembre 1844, fusillé à Satory le 28 novembre 1871.

Capitaine du génie dans l'armée de Bazaine, Rossel s'évada de Metz, au moment de la capitulation, pour rejoindre les troupes du gouvernement provisoire qui le nomma colonel, à Nevers. Il gagnera Paris le 20 mars 1871.

Quelles qu'aient pu être ses motivations profondes, cet acte de courage lui coûta la vie huit mois plus tard. Mais le courage, même poussé jusqu'au sacrifice de la vie, n'offre aucune garantie sur les motivations. Rossel était nationaliste: *«En haine de ceux qui ont livré ma patrie, en haine du vieil ordre social, je suis venu me ranger sous le drapeau des ouvriers de Paris»* **(*)**.

Il était aussi militaire. Ce sont bien entendu ces deux qualités spécifiquement prolétariennes qui ont retenu l'attention de monsieur Chevènement.

Passons sur la réalisation de l'émission: du très mauvais Brecht - l'outrance dans l'imagerie d'Epinal prouve que le «réalisme socialiste» à la sauce Chevènement vaut bien celui à la sauce Idanov - bien interprété par d'excellents acteurs. Chevènement lui-même apparaît comme moins mauvais acteur qu'auteur: il serait étonnant qu'un ancien de l'E.N.A. puisse montrer quelque talent, autre que superficiel.

Par contre, politiquement, ce fut la fiesta: un récital des clichés du C.E. R.E.S., extrême-droite cléricalo-stalinienne du P.S. Ce n'est pas sans raison que monsieur Chevènement, précédant il est vrai d'une courte semaine MM. Rocard et Hernu, déjeuna courant mai avec l'administrateur général du Commissariat à l'Energie Atomique: le C.E.R.E.S. - extrême-droite cléricalo-stalinienne du P.S. - a toujours été partisan de la «force de dissuasion» nucléaire. Les énarques ont appris consciencieusement le sens de l'Etat et de sa sauvegarde. Leur analyse de la Commune s'en ressent.

Qu'on assimile Thiers-Bazaine à Pétain, bof! tout ça c'est chienlit réactionnaire! Mais qu'à travers Rossel on amalgame la Commune à De Gaulle, c'est trop énorme pour ne pas être ridicule. Les bureaucrates de la trempe de Chevènement, forts de leurs certitudes en béton armé, ont autant le sens du ridicule - ou de l'humour - qu'un rouleau compresseur.

Ils remplacent ce manque par le sens de la récupération et du retournement. C'est pourquoi nous avons eu droit à un «extrait» de Louise Michel, un morceau habilement choisi: juste les quelques phrases qui, extraites de leur contexte, pourraient aussi bien servir à Chirac qu'à Maurice Clavel; alors, pourquoi pas à Chevènement? Mussolini aussi, en son temps, s'est efforcé de récupérer des anarchistes.

Par contre, quand Chevènement a voulu tirer quelques enseignements lapidaires de la Commune et passer en revue les mouvements révolutionnaires qui se sont déroulés dans le monde depuis un siècle, on a pu observer le même silence total sur l'expérience de nos camarades espagnols entre 1936 et 1939: c'est encore trop frais pour avoir des chances de la récupérer, trop d'acteurs et de témoins sont encore vivants. C'est donc la consigne du silence qui prévaut. Mais qui Chevènement croit-il tromper par cet «oubli»? Même les ignares-militants de «Libération» n'osent pas passer sous silence la résurgence de la C.N.T. Aussi Chevènement se retrouve, pas du tout par hasard, dans le même sac à malices que les jésuites du «Monde» ou du «Nouvel Observateur».

L'argument développé tout au long de l'émission fut limpide: militaire nationaliste intransigeant, Rossel rallie le socialisme des Communards en espérant reprendre ainsi la guerre contre la Prusse; malgré sa stature de sauveur suprême il ne peut réunir les moyens de la victoire, en grande partie à cause de l'anarchie et de l'irresponsabilité qui régnaient au sein du comité central de la Commune.

Le message de l'extrême-droite cléricalo-stalinienne du P.S. (le C.E.R.E.S.) est bien celui qu'on pouvait imaginer: *«Notre socialisme autogestionnaire ne se conçoit que face au drapeau, le petit doigt sur la couture du pantalon».*

Puisqu'ils ont l'obligeance de nous en prévenir, tâchons d'en tenir compte.

Le saviez-vous?

Marc PREVOTEL.

(*) *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, vol. 9, p.37, *Editions ouvrières*, Paris, 1971.

LE SAVIEZ-VOUS?

Un camarade anarchiste du C.I.C. nous a adressé cette information que nous publions intégralement:

Le 1er avril 1977, Jeanne Imhauser qui travaillait au secteur «Action Sociale-Cadre de vie» de la Confédération C.F.D.T. a été licenciée pour faute professionnelle. (Depuis un autre salarié, employé à la librairie confédérale, a été licencié lui aussi).

Motif invoqué contre Jeanne, 42 ans, actuellement en chômage: *«De votre poste de travail vous aviez de votre propre initiative, pris contact téléphonique avec une personne salariée d'une de nos structures de l'Union Départementale de Gironde pour obtenir d'elle un rendez-vous afin de vous informer des problèmes internes à cette structure».*

Le licenciement a été effectué dans le plus pure style des saloperies patronales que nombre de militants C.F.D.T. dénoncent et combattent tous les jours. Au retour d'un arrêt de maladie, Jeanne reçoit un accueil plutôt froid, mais aucun permanent ne lui fournit d'explications.

Le chef du personnel, Camier, pudiquement appelé «administrateur général», lui propose deux solutions le 16 mars 1977: la démission et elle touche ses droits; le licenciement sans préavis ni indemnité.

Jeanne ne cède pas au chantage et donne sa réponse à Camier le 25 mars 1977. Le 29 mars 1977 au soir elle reçoit une lettre recommandée la convoquant à l'entretien préalable au licenciement (loi du 13 juillet 1973) pour le lendemain 9 heures de telle façon que la déléguée syndicale qui l'accompagnera n'aura pas le temps de constituer un dossier conséquent.

A noter que le chef du personnel de la C.F.D.T. lors du premier entretien du 16 mars et lors de l'entretien préalable du 30 mars donnera deux versions différentes des faits reprochés.

Mais ce n'est pas tout!

Les militant C.F.D.T. de la section syndicale d'Indosuez ayant eu connaissance de ces faits saisissent le syndicat parisien des banques et lui demandent d'intervenir. Après plusieurs jours, ne voyant qu'aucune action d'envergure n'est entreprise, et sachant que le temps presse (Jeanne a 42 ans et de faibles ressources financières), ils décident d'informer par leurs propres moyens un grand nombre d'organisations C.F.D.T. (Sections, Syndicats, Fédé, Unions locales et départementales), et de chercher du boulot pour dépanner Jeanne.

Ayant deux propositions de boulot, ils se heurtent de tous côtés à un mur destiné à les empêcher de joindre Jeanne dont ils ne connaissent pas l'adresse personnelle. Ensuite ils commencent à se faire engueuler par le Syndicat Parisien des banques, parce qu'ils n'ont pas respecté la «hiérarchie syndicale» dans leur démarche uniquement destinée à faire réagir le maximum de structures C.F.D.T. pour faire annuler cet acte inique... Depuis ils sont pris à partie par les permanents du syndicat qui leur reprochent tout d'un coup un fonctionnement de section antidémocratique, et de ne rien faire dans leur boîte (lors de récentes élections professionnelles la C.F. D.T. Indosuez a vu son score grimper de 50 % dans un collège et de 75 % dans l'autre, ce que les donneurs de leçon du syndicat doivent ignorer...). Parmi la meute des «juges» qui préfèrent charger les gens d'Indosuez de tous les maux, il est à noter que ce sont distingués les époux X... qui, en champions de la démocratie, monopolisent la représentation de leurs sections au Syndicat depuis des années, soucieux qu'ils doivent être de ne pas initier au fonctionnement démocratique du syndicat d'autres militants de leur entreprise. Enfin ce qui est dégueulasse c'est qu'il paraît à tout ce beau monde beaucoup plus important de se défouler contre les militants d'une section, que d'informer leurs syndiqués des licenciements opérés par la Confédération afin d'arrêter avec eux les moyens de s'y opposer.

Nous ne resterons pas spectateurs plus longtemps:

Comme à l'accoutumée nous ne vous dicterons pas votre attitude. Nous ne sommes ni des chefs, ni

des papes de rechange. Mais nous vous informons que nous allons nous employer maintenant à dénoncer partout où nous le pourrons cette situation scandaleuse pour que de tels faits ne se renouvellent pas, puisqu'il apparaît impossible qu'une action interne à la C.F.D.T. puisse l'empêcher.

Non aux licenciements!

Non à la répression à la C.F.D.T. comme ailleurs!

Les Travailleurs Anarchistes du C.I.C.

DE LA NÉCESSITÉ DES ABONNÉS...

Les journaux ne peuvent vivre de leur distribution gratuite ni même de la vente au numéro.

Ils établissent leur budget à partir de la publicité (nous n'en voulons pas) et des abonnements.

Il est temps maintenant de penser à régler le vôtre: 10 numéros : 20,00 F soutien : 50,00 F

C. P. ROUYER Claude 3894 46 V NANTES

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix: le numéro, 2,00 F; Abonnement 10 numéros : 20,00 F; Abonnement de soutien : 50,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44300 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES